

# Perte du triple AAA = Aggravation des politiques antisociales !

L'une des agences de notations, Standard & Poor's vient donc d'abaisser la note de neuf pays européens dont la France. Celle-ci a donc perdu son triple A, "*notre trésor national*", dont le maintien servait de prétexte central à la politique menée par Sarkozy justifiant la contre-réforme des retraites et l'ensemble des plans d'austérité.

## Aggravation des politiques d'austérité

Claironnant le contraire de ce qu'il affirmait il y a quelques semaines le gouvernement dit aujourd'hui que la perte du triple A n'est pas si grave tout en en profitant pour amplifier les politiques antisociales.

Dans la foulée tout le secteur public se retrouve exposé. Dès la semaine dernière, une liste d'entreprises publiques ont été "mises sous surveillance négative" comme par exemple Réseau Ferré de France, la SNCF, EDF, Aéroports de Paris et même la Caisse des dépôts. Cela va inmanquablement se répercuter par une hausse des tarifs, une diminution des prestations, des suppressions d'emplois et au bout du bout la privatisation. Les collectivités locales ne seront pas épargnées non plus. Taxes, impôts en tout genre risquent de fleurir pour équilibrer les budgets.

## Faillite de Sarkozy

Entre les exonérations de cotisations sociales (32 milliards d'euros par an), les allègements fiscaux (environ 180 milliards), les milliards donnés aux banques, son quinquennat a conduit à la faillite. En 2007, à son arrivée, l'endettement de la France s'élevait à 900 milliards. En 2012, il est prévu de 1 700 milliards. 700 milliards d'euros de dettes supplémentaires en cinq ans, qui dit mieux ? Même la Cour des comptes, explique que la crise n'en est responsable qu'à hauteur d'un tiers. Tout le reste est issu des choix politiques faits par le gouvernement Sarkozy.

## Un plan d'urgence sociale et démocratique !

Le premier effet de la dégradation de la note de la France, sera une augmentation de 3 à 15 milliards d'euros par an des intérêts de la dette. Une raison supplémentaire pour exiger l'arrêt immédiat des remboursements de la dette, sa mise sous enquête publique populaire, son annulation.

La TVA antisociale représente une attaque majeure à la fois contre la protection sociale et contre le pouvoir d'achat, l'urgence est à la mobilisation unitaire pour son retrait.

Les politiques d'austérité ne font que nous enfoncer toujours plus dans la crise. Nous proposons d'inverser la tendance, de donner la priorité aux besoins sociaux, de dresser un bouclier social contre la crise (augmentation des salaires, retraites et minimas sociaux, interdiction des licenciements, création massive d'emploi dans les services publics... ) en prenant sur les profits et en augmentant les impôts sur les riches et les grandes entreprises.

Il faut s'attaquer radicalement au pouvoir du patronat et des banquiers. Saisir les banques et les unifier dans un service public sous contrôle de la population et des travailleurs donnerait enfin les moyens de faire enfin passer nos vies avant leurs profits.

Nous sommes des milliers de travailleurs-ses avec ou sans emploi, avec ou sans-papiers, des jeunes des retraités, des précaires, des militant-es politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. Nous avons décidé de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot à construire ensemble un Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

## **Hold up sur les salaires !**

Quel que soit l'emballage utilisé «TVA anti-délocalisation, TVA sociale », l'arnaque consiste à taxer les salariés, les chômeurs, les retraités par un impôt supplémentaire sur la consommation. Ce sont les vœux du M.E.D.E.F.

80 milliards de TVA en plus, c'est 80 milliards de pouvoir d'achat en moins pour les salariés ; 80 milliards d'exonérations de cotisations patronales ; 80 milliards de profits pour les actionnaires. La taxe professionnelle à l'identique est passée dans les poches des amis de Sarkozy. C'est ça, la répartition des richesses à la sauce patronale.



## **300 € pour tous !**

Les entreprises du C.A.C 40 annoncent 37 milliards de dividendes distribués à leurs actionnaires en France pour l'année 2011. Elles en prévoient bien plus en 2012.

Nous en avons ras la casquette de ne même plus toucher ni les miettes, ni les restes du gâteau des profits.

Alors nous savons bien que nous ne pourrions compter que sur nos propres forces pour arracher les 300 € nets d'augmentation qui nous sont dus car les politiciens qui nous promettent des augmentations n'en feront rien tant qu'ils ne remettent pas en cause le droit des grands capitalistes à la libre entreprise, donc à décider de nos salaires.

## **C'est ça le capitalisme !**

Général Motors company vient de décider purement et simplement de la mort des usines SAAB en Suède avec, à la clé, le licenciement de 3700 salariés et autant pour la sous-traitance.

## **Il nous déclare la guerre des classes !**

Marchionne, P.D.G de FIAT, a utilisé le chantage à la relocalisation d'une usine de Pologne fabricant la Panda dans la banlieue de Naples pour obtenir un accord scélérat qui renie tous les droits des travailleurs de ses usines automobiles : conventions collectives, droit de grève.

Comme la fédération de la branche automobile du syndicat, la FIOM-CGIL, a refusé de signer cet accord scélérat, il a été suspendu de toute re-

présentativité syndicale. Bref, les patrons italiens comme les patrons français utilisent le chantage à la délocalisation ou à la relocalisation pour avoir des syndicats à leurs bottes et pour faire accepter aux salariés de l'entreprise une flexibilité accrue et encore plus de sacrifices !

## **Plan de casse de nos emplois !**

La direction de Peugeot-Citroën est en train de supprimer 6800 emplois en Europe dont 5000 en France et au moins 800 à Sochaux-Belchamp et 600 à Mulhouse.

L'usine d'Aulnay est plus que jamais dans la ligne de mire avec 196 postes de travail supprimés soit 7% des effectifs en 2012 et toute une série de

déplacements de production comme la 308 à Sochaux.

Pour les scooters, c'est aussi la fermeture annoncée de Dannemarie et la réduction de l'activité à Beaulieu.

Peugeot profite de la situation pour restructurer afin d'accroître encore la productivité du travail, une des plus élevées du monde pourtant ; mais c'est la poule aux œufs d'or des profits pour ses actionnaires qu'il faut maintenir au prix de nos emplois !

## **Fukushima 9 mois après !**

Les masses fondues de combustible des réacteurs représentant environ 250 tonnes de matières radioactives ne sont toujours pas localisées et pourraient contaminer d'immenses régions bien au-delà du Japon.

Les conséquences de l'accident nucléaire sur la population sont de plus en plus dramatiques : pneumonies, leucémies, thyroïdes enflées, saignements, diarrhées, asthmes, problèmes hormonaux. Évidemment, les enfants sont en première ligne.

Le gouvernement explique que le nucléaire français est le plus sûr du monde ; c'est exactement ce que disait le gouvernement japonais avant le 11 mars 2011

**Le vendredi 3 Février au soir, Philippe POUTOU, ouvrier dans l'automobile et candidat anticapitaliste, tiendra une réunion publique. Il sera présent à la portière piscine de Peugeot-Sochaux, à partir de 12 h 15, ce même jour.**